



La Mensuelle Eco - N°28 - Avril 2015

YT-MAHM-FB 21/04/2015

L'essentiel

Enfin un changement de rythme. Les prévisions disponibles et les signes encourageants perçus depuis le début de l'année font état d'un raffermissement sensible de la croissance dans la zone Euro au 1^{er} semestre. Ses perspectives 2015 et 2016 ont été revues à la hausse par le Fonds Monétaire International suite aux effets bénéfiques de la chute du cours du pétrole et de la dépréciation de l'Euro face au dollar.

L'évolution du billet vert ne semble pas grever la croissance américaine qui, après un ralentissement au dernier trimestre 2014 causé par des facteurs exceptionnels, demeure le moteur de la reprise de l'ensemble des économies avancées et amène dans son sillage le Royaume-Uni, la zone Euro et le Japon.

Ces pays devraient donc être les gagnants du « jeu à somme nulle » organisé en 2015, la hausse d'activité des économies développées étant presque totalement compensée par le ralentissement des pays émergents qui, rappelons-le, pèseront cette année 70% de la croissance mondiale.

Davantage tournée vers les pays avancées, la France connaîtrait une hausse notable de sa demande externe en sus d'une consommation toujours soutenue. Sans atteindre des sommets, le PIB national dépassera le 1% de croissance cette année, et pourrait aller plus haut si la courroie de l'investissement fonctionnait à nouveau d'où le projet de mesures gouvernementales ad hoc.

En Midi-Pyrénées, l'activité accélère dans l'industrie et les services, mais les effets sur l'emploi se font attendre au moment où les éléments constitutifs de la fusion avec Languedoc-Roussillon se précisent.

La super région, plus vaste que la moitié des 28 pays de l'Union, devra en effet poser les conditions favorables pour rayonner nationalement et au plan européen comme ses nouvelles dimensions économiques lui permettent de le présager.

Les chiffres du mois

+3,1%

Le taux de croissance annuel du PIB américain en 2015 et 2016

+1,2 point

La très forte révision à la hausse des perspectives de l'économie indienne

100 milliards d'€

L'économie prévue pour la zone Euro sur sa facture pétrolière en 2015

1,6 million

Le nombre de véhicules neufs immatriculés en mars dans l'UE, en hausse de 10,6% sur un an

10^{ème} et 19^{ème}

Les rangs démographique et économique de MPLR au sein des régions d'Europe

+4,5% et +5,7%

La hausse de la demande mondiale adressée à la France en 2015 puis 2016

+0,8%

La prévision de croissance du PIB national au premier semestre 2015

4 805

Le nombre de nouveaux établissements créés en 2014 en Haute-Garonne

1/ La situation économique mondiale

Reprise 2015-2016 : des gagnants et des perdants

Sources : FMI, AssetFi, DEE BNP Paribas, EEG Crédit Agricole, INSEE

Les perspectives de l'économie mondiale selon le FMI

Les trajectoires de croissance du dernier trimestre 2014 donnent le ton de la conjoncture mondiale prévue jusqu'à fin 2016 par le Fonds Monétaire International, rythmée par l'accélération de la reprise dans la plupart des pays avancés et le ralentissement des grandes économies émergentes.

Malgré une décélération au quatrième trimestre principalement imputable à des facteurs exceptionnels (grèves des docks de la côte Ouest, conditions climatiques extrêmes), l'évolution du PIB américain reste soutenue (+0,5% après +1,2% en glissement trimestriel). Avec +2,4% sur l'année, les États-Unis signent en 2014 leur meilleur exercice depuis 4 ans et seront le premier moteur de la croissance mondiale en 2015 et 2016. Ils entraîneront dans leur sillage le Royaume-Uni (+0,5% au 4T2014), la zone Euro (+0,3%) et le Japon (+0,4%). Ces pays devraient ainsi être les principaux bénéficiaires d'une croissance internationale assez modeste.

Dernières projections du FMI						
La reprise mondiale se poursuit, mais elle est modérée et inégale.						
(variation en pourcentage)						
	2013	2014	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2015 ¹	
			2015	2016	2015	2016
Production mondiale	3,4	3,4	3,5	3,8	0,0	0,1
Pays avancés	1,4	1,8	2,4	2,4	0,0	0,0
États-Unis	2,2	2,4	3,1	3,1	-0,5	-0,2
Zone euro	-0,5	0,9	1,5	1,6	0,3	0,2
Allemagne	0,2	1,6	1,6	1,7	0,3	0,2
France	0,3	0,4	1,2	1,5	0,3	0,2
Italie	-1,7	-0,4	0,5	1,1	0,1	0,3
Espagne	-1,2	1,4	2,5	2,0	0,5	0,2
Japon	1,6	-0,1	1,0	1,2	0,4	0,4
Royaume-Uni	1,7	2,6	2,7	2,3	0,0	-0,1
Canada	2,0	2,5	2,2	2,0	-0,1	-0,1
Autres pays avancés	2,2	2,8	2,8	3,1	-0,2	-0,1
Pays émergents et pays en développement	5,0	4,6	4,3	4,7	0,0	0,0
Communauté des États indépendants	2,2	1,0	-2,6	0,3	-1,2	-0,5
Russie	1,3	0,6	-3,8	-1,1	-0,8	-0,1
Russie non comprise	4,2	1,9	0,4	3,2	-2,0	-1,2
Asie, pays émergents et pays en développement d'	7,0	6,8	6,6	6,4	0,2	0,2
Chine	7,8	7,4	6,8	6,3	0,0	0,0
Inde	6,9	7,2	7,5	7,5	1,2	1,0
ASEAN-5 ²	5,2	4,6	5,2	5,3	0,0	0,0
Europe, pays émergents et pays en développement d'	2,9	2,8	2,9	3,2	0,0	0,1
Amérique latine et Caraïbes	2,9	1,3	0,9	2,0	-0,4	-0,3
Brésil	2,7	0,1	-1,0	1,0	-1,3	-0,5
Mexique	1,4	2,1	3,0	3,3	-0,2	-0,2
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	2,4	2,6	2,9	3,8	-0,4	-0,1
Arabie saoudite	2,7	3,6	3,0	2,7	0,2	0,0
Afrique subsaharienne	5,2	5,0	4,5	5,1	-0,4	-0,1
Nigéria	5,4	6,3	4,8	5,0	0,0	-0,2
Afrique du Sud	2,2	1,5	2,0	2,1	-0,1	-0,4

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2015.

¹Différence calculée à partir des chiffres arrondis.

²Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.



A contrario, certains grands émergents poursuivront le ralentissement voire la récession entamée au cours des derniers mois, provoquant la baisse de 0,3 points en 2015 de la croissance de la « zone » (4,3% vs 4,6% en 2014). Cette prévision se base sur les perspectives très hétérogènes des états composant les BRICS, rendant aujourd'hui l'appellation totalement dénuée de cohérence.

La baisse des prix des matières premières et de l'énergie ne pouvant mécaniquement profiter à tous, le Brésil et plus encore la Russie connaîtront une récession en 2015 (de respectivement -1,0% et -3,8%) avant une légère amélioration l'année suivante.

A +7,4% en 2014, la Chine présente sa plus faible progression de PIB depuis 1990. L'investissement affiche des taux d'évolution au plus bas depuis les années 2000, et la demande interne régresse sensiblement depuis un an. L'industrie chinoise perd actuellement des parts de marchés à l'export, et les risques de bulle immobilière ne sont pas à exclure.

L'Afrique du Sud, dépassée officiellement depuis fin 2013 par la Nigéria en tant que 1^{ère} puissance économique africaine, est aujourd'hui plus proche de la moyenne des pays avancés que de celle des émergents.

L'Inde, en revanche, voit ses perspectives les plus fortement rehaussées par le FMI (+1,2 pt en 2015 et +1 pt en 2016), pour une croissance annuelle de +7,5%. Même si les zones d'ombre demeurent (forte dette privée, efforts budgétaires nécessaires), le pays bénéficie d'un environnement porteur grâce aux réductions des pressions inflationnistes et du déficit commercial qui permettent la hausse de la consommation des ménages.

Inquiétudes sur la croissance potentielle

Le FMI a par ailleurs souligné la baisse de la croissance potentielle¹ de l'économie mondiale depuis la crise de 2008, d'abord sous l'effet de la forte chute de l'investissement à laquelle il est indispensable de répondre (projet de mesures gouvernementales lancé le 8 avril en France). Dans les pays avancés, elle s'établirait d'aujourd'hui à 2020 à environ +1,5% en moyenne (vs +2,25% de 2001 à 2007) et à +5,2% (vs +6,7%) au sein des émergents. L'institution de Washington rappelle que de la croissance potentielle dépend la viabilité des finances publiques.

2/ Europe

Un premier trimestre 2015 porteur de signes encourageants

Sources : FMI, AssetFI, DEE BNP Paribas, EEG Crédit Agricole, INSEE

Malgré le creux de l'économie mondiale du 4^{ème} trimestre 2014, la zone Euro entrevoit la reprise après 7 années de crise dont 3 passées en récession. La croissance a légèrement accéléré (+0,3% sur 3 mois après +0,2%). La consommation des ménages a continué de croître rapidement et l'investissement est reparti à la hausse. Le taux d'évolution du PIB progresserait à nouveau au cours du 1^{er} semestre 2015 (+0,4% sur chaque trimestre) mais reposerait dans un 1^{er} temps sur la hausse encore plus soutenue de la consommation face à une augmentation de l'investissement redevenue plus contenue.

Cette trajectoire générale masque de fortes divergences nationales, entre les bonnes performances de l'Allemagne et de l'Espagne (+0,7% au 4T2014 sur 3 mois) et l'atonie des croissances française et italienne (respectivement +0,1% et +0,0%). Cette hétérogénéité se retrouve dans les signes encourageants de reprise perceptibles au travers de la hausse de l'activité industrielle en début d'année. En février, la production a augmenté de 1,1% en glissement mensuel sur l'ensemble de l'Euroland : +1,5% aux Pays-Bas, +0,7% en Espagne, +0,6% en Allemagne et en Italie mais +0,2% en France. Autre indicateur de référence, les immatriculations neuves ont bondi de 10,6% sur un an en mars dernier dans l'Union Européenne. Sur l'ensemble du 1^{er} trimestre 2015, la hausse s'établit à +8,6%.

Sur le front de l'emploi, la situation s'améliore lentement. Le taux de chômage de la zone Euro s'élève à 11,3% en février 2015, soit une baisse de seulement 0,8 point par rapport au pic de 12,1% de décembre 2013.

¹ La croissance potentielle est le niveau de production qui cadre avec une inflation stable. Elle dépend à long terme de l'offre et de la productivité du capital et de la main d'œuvre, facteurs reliés respectivement à l'investissement et au taux d'activité de la population.



3/ Le fait marquant – La grande région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon : une nouvelle dimension économique

Sources : INSEE, EUROSTAT, Banque de France, Conseil Régional, Toulouse Metropole, Presse nationale et locale, www.senat.fr, www.collectivites-locales.gouv.fr, www.laregion.fr, www.euroregio.eu, www.cci.pyrenees.fr, www.ctp.org

A la croisée des chemins entre la rationalisation de l'action territoriale et la recherche de compétitivité sur les scènes européenne et mondiale, la fusion des régions françaises est le socle de la réforme lancée dès l'été 2014. L'un de ses objectifs est de donner plus de visibilité et plus de forces à ces nouvelles entités, leur nombre passant de 22 à 13 ; leurs compétences se voient renforcées, notamment en matière de développement économique et de gestion des fonds européens, par le projet de loi NOTRe.

Dans la perspective du scrutin de décembre prochain et de la fusion effective au 1^{er} janvier 2016, tour d'horizon des éléments fondateurs de la grande région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon.

Une plus grande visibilité sur la scène européenne

Une entrée dans le TOP 10 démographique et TOP 20 économiques européens

La fusion des deux régions actuelles allouera de fait une plus grande visibilité à la nouvelle entité dans les statistiques et classements internationaux.

La nouvelle région parmi les régions d'Europe			
	Midi-Pyrénées avant la fusion	Languedoc-Roussillon avant la fusion	Nouvelle région après la fusion
Population	42 ^e	50 ^e	10 ^e
Produit intérieur brut	44 ^e	62 ^e	19 ^e

Au niveau de la superficie, la grande région sera avec ses 72 700 km² (13% du territoire hexagonal) plus vaste que 13 des 28 pays de l'Union Européenne.

Un meilleur positionnement au plan national

Même si Midi-Pyrénées « perdra » sa 1^{ère} place en termes de superficie lors de la fusion au profit d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, elle gravira 2 rangs dans le classement par PIB et 3 dans celui concernant la population.

La nouvelle région parmi les régions de France métropolitaine			
	Midi-Pyrénées avant la fusion	Languedoc-Roussillon avant la fusion	Nouvelle région après la fusion
Population	8 ^e	9 ^e	5 ^e
Produit intérieur brut	8 ^e	10 ^e	6 ^e
Superficie en km ²	1 ^{re}	21 ^e	2 ^e

La Région en chiffres			
	Midi-Pyrénées avant la fusion	Languedoc-Roussillon avant la fusion	Nouvelle région après la fusion
Population	2,9	2,7	5,6
Produit intérieur brut (2012) en milliards d'euros	80	64	144
Superficie en km ²	45 300	27 400	72 700



Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon : un même dynamisme démographique, une même tendance économique

La grande région affichera parmi les meilleures performances nationales en matière d'essor démographique, de croissance économique et de création d'entreprise. Elle pourra en effet profiter de l'alliance des trajectoires positives connues depuis plusieurs années par Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, mais qui considérées isolément se situaient en dessous des résultats de l'Aquitaine. Une fusion de Midi-Pyrénées avec cette dernière aurait certes donné corps à une puissance économique plus grande encore, mais aurait menacé la volonté de rééquilibrage territorial inhérente à la réforme.

Population

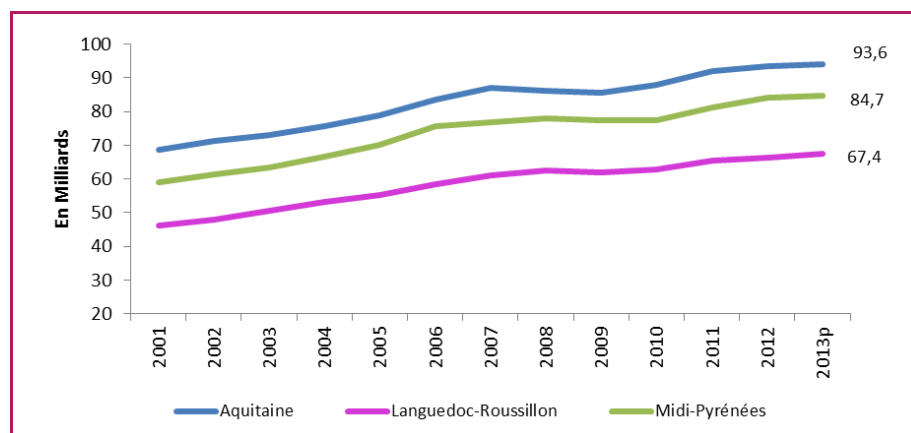
- La région la plus peuplée est l'Aquitaine, avec plus de 3,3 millions d'habitants, suivie de près par Midi-Pyrénées qui compte à ce jour quasiment 3 millions d'habitants tandis que Languedoc-Roussillon en rassemble 2,8 millions.
- Le Languedoc-Roussillon a connu le plus fort taux de variation annuel moyen de la population depuis 1999 (1,25%).
- Ces trois régions bénéficient d'une croissance démographique remarquable et connaissent des taux bien supérieurs à la moyenne française (0,62%).

Emploi salarié privé

Le nombre de salariés des secteurs principalement marchands s'établit comme suit au 3^{ème} trimestre 2014 : 660 000 salariés en Midi-Pyrénées, 483 000 en Languedoc-Roussillon, 711 000 en Aquitaine. L'emploi salarié a diminué sur un an pour les trois régions : l'Aquitaine s'en sort le mieux (-0,04%), suivi de la région Midi-Pyrénées(-0,24%) et de Languedoc-Roussillon (-0,37%).

Croissance économique

Le PIB des trois régions représente 11,9% du PIB total français en 2013. Première en termes du PIB avec plus de 93,6 milliards d'€, l'Aquitaine a connu un taux d'évolution annuel moyen du PIB de +2,67% depuis 2001. Le Languedoc-Roussillon (67,4 Mds d'€) et Midi-Pyrénées (84,7 Mds d'€) ont de leur côté vu leur PIB augmenter en moyenne de +3,19% et +3,05% respectivement. Sur 1 an, la progression du PIB est égale à +0,59% (Aquitaine), +1,57% (Languedoc-Roussillon) et +0,79% (Midi-Pyrénées).



Évolution du PIB régional

Taux de chômage

Subissant déjà dans chacune de ses deux régions constitutives un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale, Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon affichera à sa création le 2^{ème} moins bon score en la matière (environ 11,8%) derrière Nord-Pas-de-Calais-Picardie (12,4%).

Les leviers du nouveau territoire

Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon abritent à ce jour des filières et des compétences qui en cas de synergies feraient de la nouvelle région un leader dans certains domaines ciblés. Sept d'entre eux apparaissent aujourd'hui comme les chantiers prioritaires.



Un rôle majeur à jouer dans l'économie numérique

Les TIC sont très présentes à la fois en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon. En Midi-Pyrénées, on recense 2 700 entreprises employant 30 000 salariés et en Languedoc-Roussillon, ce sont 11 500 salariés qui travaillent essentiellement dans des TPE ou PME.

Toulouse et Montpellier ont en outre été labélisées French Tech en novembre 2014.

Santé et biotechnologies : 380 entreprises et 13 000 emplois

La filière santé et biotechnologies regroupe en Midi-Pyrénées 230 entreprises et près de 10 000 emplois. Le Languedoc-Roussillon regroupe 150 entreprises et 3 000 emplois dans le domaine.

Des projets peuvent s'inscrire dans un partenariat naissant entre Toulouse et Montpellier : répondre d'abord à la montée en puissance des maladies chroniques et à la perte d'autonomie, mais aussi s'intéresser aux financements de l'innovation dans le domaine des nano et biotechnologies.

L'opportunité d'un renforcement du tourisme

En Midi-Pyrénées, le tourisme pèse 45.000 emplois (53 500 avec les saisonniers).

Le secteur touristique représente 15% du PIB de Languedoc-Roussillon et 7 % pour Midi-Pyrénées. Le Languedoc-Roussillon se place au quatrième rang national derrière l'Ile-de-France, Paca et Rhône-Alpes. Midi-Pyrénées, elle, se classe au huitième rang.

36 000 salariés dans les Industries Agro-Agroalimentaires

Parmi les secteurs qui rapprochent les deux régions, il faut compter sur l'agroalimentaire qui rassemble 26 000 salariés en Midi-Pyrénées et 10 000 en Languedoc-Roussillon.

La vigne est un des moteurs de l'économie languedocienne et permet de produire 22 millions d'hectolitres de vin par an (40% de la production nationale) avec 236 000 hectares.

Le Languedoc-Roussillon est la première région viticole de France spécialisée dans les vins à Indications géographiques protégées (IGP). Les 21 800 unités de travail viticole emploient 32 300 personnes.

En Midi-Pyrénées, la viticulture représente 35 000 hectares (4,5% des surfaces nationales) et 3 300 salariés. Rassemblée, la grande région deviendra le premier bassin viticole français.

La R&D pourra s'appuyer sur un pôle universitaire de tout premier plan

Alors que Midi-Pyrénées est la 1^{ère} région de France en matière d'intensité de l'effort de recherche par rapport à son PIB, Toulouse et Montpellier vont constituer un très important pôle universitaire au plan national.

Toulouse rassemble plus de 120 000 étudiants (+10,4 % de 2007 à 2012). En Languedoc-Roussillon, on recense 99 000 étudiants inscrits en 2013 (+11,3 % de 2007 à 2012).

Des voies à explorer dans l'aéronautique

Deux avionneurs de taille mondiale (Airbus et ATR) ont leur siège à Toulouse avec dans leur sillage les équipementiers, fournisseurs de premier rang. Le rapprochement avec le Languedoc-Roussillon ne bouleversera pas la donne. Dans cette région, seules deux entreprises d'envergure sont présentes : Sabena Technics (Gard) et EAS (Perpignan).

De nouvelles voies peuvent néanmoins être explorées en s'appuyant sur les laboratoires de recherche existants, tant à Toulouse qu'à Montpellier. Les nanotechnologies par exemple, qui permettraient de concevoir des matériaux composites capables d'une meilleure conductivité électrique.

Infrastructures ferroviaires

Le dossier ferroviaire qui occupe les deux régions est la liaison Toulouse-Narbonne pour laquelle Réseau Ferré de France a achevé les pré-études fonctionnelles qui doivent précéder la saisine de la Commission nationale du débat public (CNDP).



4/ Le contexte national

Premier semestre 2015 en accélération

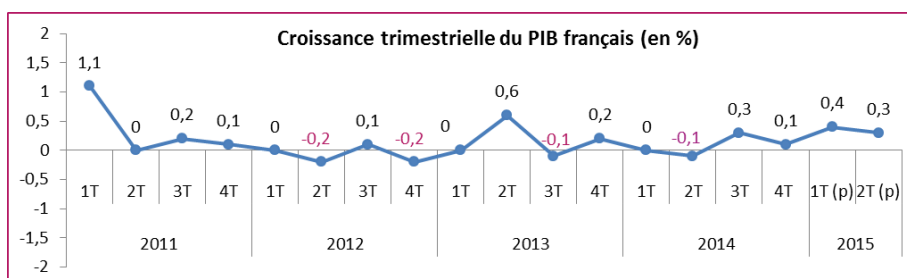
Sources : Banque de France, INSEE, Direction Générale du Trésor

PIB et inflation															
<i>(Variations du PIB et de ses composantes en %, contributions en points de PIB, cvs-cjo ; variations de l'IPCH en moyenne annuelle en %)</i>															
	2014	2014 (vt)				Prévisions 2015				Prévisions 2016				Prévisions 2017	
	Moyenne annuelle	T1	T2	T3	T4	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	Gouv (a)	FMI (b)	CE (c)	OCDE (d)	Gouv (a)	FMI (b)
Produit intérieur brut	0,4	-0,1	-0,1	0,3	0,1	1,0	1,2	1,0	1,1	1,5	1,5	1,8	1,7	1,5	1,7
Consommation privée	0,6	-0,3	0,4	0,3	0,2	1,5	1,0	1,5		1,5	1,7	1,6		1,5	
Consommation publique	1,9	0,3	0,5	0,6	0,5	1,3	1,3	0,8		0,6	0,4	1,4		0,4	
Formation brute de capital fixe	-1,6	-0,7	-0,8	-0,6	-0,5	-1,0	-0,2	0,6		1,5	2,0	4,3		2,3	
Exportations	2,9	0,6	0,2	1,0	2,5	4,9	5,5	4,2		5,5	4,5	5,5		5,5	4,5
Importations	3,9	0,8	0,7	1,7	1,7	4,7	4,5	4,3		4,7	3,7	6,3		4,9	3,8
Contributions															
Demande intérieure (hors stocks)	0,4	-0,2	0,1	0,2	0,1	0,9	0,8	1,1		1,3	1,4	2,1		1,4	
Variation de stocks	0,3	0,3	-0,1	0,4	-0,2	0,0	0,0	-0,1		0,0	0,0	0,0		0,0	
Commerce extérieur	-0,3	-0,1	-0,2	-0,2	0,2	0,0	0,3	-0,1		0,2	0,0	-0,3		0,2	
IPCH	0,6					0,0	0,1	0,0		1,0	0,8	1,0		1,4	1,1

(a) Programme de stabilité, 15 avril 2015 ; (b) Prévisions World Economic Outlook, 14 avril 2015 ;
(c) Prévisions d'hiver, 5 février 2015 ; (d) Interim Economic Assessment mars 2015.
Source : Insee, données trimestrielles (cvs-cjo) ; dernières données du 26 mars 2015.

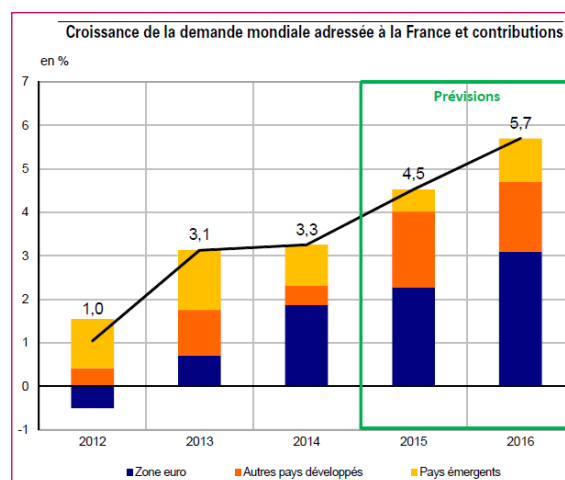
Rythme de croissance plus soutenu en 2015

L'accélération de la croissance se ressent dès le premier trimestre 2015, le PIB augmenterait de +0,4% après une hausse de +0,1% au dernier trimestre 2014. Même si ce rythme ralentirait quelque peu au 2^{ème} trimestre 2015 (+0,3%), compte tenu de l'acquis de croissance, l'évolution de PIB du 1^{er} semestre atteindrait +0,8%. Pour rappel, les trois dernières années plafonnaient à +0,4% de croissance annuelle, l'accélération du premier semestre est significative.



Le climat des affaires ne s'améliore toutefois que très modérément au cours des premiers mois de l'année. Plus favorable dans le commerce de détail et pour l'industrie manufacturière, il est encore très dégradé dans les services et le bâtiment.

Dans ce contexte, la production industrielle manufacturière devrait accélérer au premier trimestre (+0,4%) et conserver un rythme quasiment équivalent au deuxième trimestre. Ces prévisions sont notamment basées sur les projections de demande externe en accélération que le ministère des finances et des comptes publics identifie comme un facteur clé de ses prévisions à plus long terme. Cette demande mondiale et adressée à la France progresserait de 4,5% en 2015, et de 5,7% l'année suivante, impulsée notamment par les pays de la zone Euro.



Le climat paraît plus morose dans les services mais malgré un net recul au 4^{ème} trimestre 2014, la croissance se redessine, +0,4% au premier trimestre 2015. Le recul de la construction s'atténuerait très légèrement, les prévisions tablent sur une nouvelle baisse de 0,7%.

Situation de l'emploi à fin 2014 et prévisions 1^{er} semestre 2015

A fin 2014, l'emploi du secteur non-marchand a progressé tandis que le secteur marchand voit ses effectifs diminuer, 74 000 postes ont été supprimés en un an soit une baisse de -0,5%. L'industrie et la construction connaissent une érosion continue de l'emploi, respectivement sur un an (-1,2% et -3,5%) tandis que le secteur tertiaire crée de l'emploi (+0,1 soit 13 100 postes).

Le dernier trimestre 2014 a connu une stabilisation de l'emploi essentiellement grâce au dynamisme du secteur tertiaire (intérim +4,7%) qui a pu compenser sur un trimestre les pertes enregistrées dans l'industrie et la construction.

données cvs en % en fin de trimestre

	Evolution sur 3 mois		Evolution sur un an
	2014	2014	2014
	T3	T4	T4
Secteurs principalement marchands	-0,4	0,0	-0,5
Industrie	-0,4	-0,3	-1,2
<i>dont industrie manufacturière</i>	-0,4	-0,4	-1,5
Construction	-1,1	-1,3	-3,5
Tertiaire	-0,3	0,2	0,1
<i>dont intérim</i>	-4,1	4,7	0,1
Secteurs principalement non marchands (*)	0,2	0,4	0,7
Ensemble des secteurs (*)	-0,3	0,0	-0,3

(*) Champ : ensemble de l'économie hors agriculture et emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale)
Source : Insee, estimations d'emploi

Les prévisions réalisées pour le premier semestre sont à nouveau orientées à la baisse pour l'emploi marchand (-13 000) mais moins fortement qu'un an auparavant bénéficiant du soutien du CICE et du Pacte de responsabilité. L'emploi non marchand, toujours soutenu par les emplois aidés, devrait continuer de progresser (+ 23 000).

5/ La conjoncture en Midi-Pyrénées

Sources : Banque de France, DARES, Business France

Enquêtes mensuelles Banque de France : PME et grandes entreprises régionales

Le climat des affaires dans l'**industrie** progresse de 2 points au mois de mars, effaçant le recul équivalent enregistré en février. Même si l'écart tend progressivement à se réduire, l'indicateur reste inférieur à la moyenne nationale.

Les **services marchands** connaissent depuis 5 mois une progression continue de l'indicateur de confiance permettant de s'établir au niveau national. Les courbes se rejoignent après 1 an de confiance inférieure à la moyenne nationale.

En termes d'activité, après un début d'année mitigé, la **production industrielle** affiche une trajectoire à la hausse en mars qui devrait se poursuivre en avril si les prévisions se confirment. L'agroalimentaire, l'aéronautique, les équipements électriques, électroniques et informatiques s'inscrivent notamment sur cette tendance.

A l'exception des services de réparation automobile, les **services marchands** connaissent une hausse d'activité sur un mois qui pourrait se poursuivre et générer des embauches.

Les enquêtes trimestrielles menées auprès des acteurs du **BTP** et du **Commerce de gros** montrent des situations contrastées.

Les travaux publics pâtissent à nouveau d'un recul d'activité en l'absence de commandes publiques significatives. Le bâtiment, gros œuvre et second œuvre, se stabilise. L'emploi souffre de cette mauvaise conjoncture dans les travaux publics tandis que le léger mieux espéré dans le bâtiment mobiliserait des effectifs salariés en intérim.

Investissements étrangers

Midi-Pyrénées se positionne comme la 2^{ème} région française la plus active en termes d'investissements étrangers derrière l'Île de France, devançant Rhône-Alpes et Paca selon le dernier rapport de Business France. 103 projets d'investissements internationaux permettant le maintien ou la création de 1 671 emplois ont vu le jour en 2014. L'aéronautique (15 projets représentant 500 emplois) mais également les équipements électriques et électroniques, la chimie ou encore les services aux entreprises ont stimulé ces projets. Les entreprises américaines sont les premières à investir en Midi-Pyrénées, un projet sur cinq est américain, suivent ensuite l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie.



Demandeurs d'emploi

Après un mois de janvier porteur de bonnes nouvelles, les demandeurs d'emplois de catégorie A s'inscrivent en baisse à l'échelle nationale (-0,5%), régionale (-0,5%) et départementale (-0,1%), cette embellie est stoppée en février. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse à nouveau en Midi-Pyrénées (+0,3%) certes moins vite qu'au national (+0,4%). La Haute-Garonne résiste à une nouvelle dégradation de l'indicateur, les chiffres sont stables sur un mois (+0,0%).

A l'échelle d'un an, l'indicateur augmente de +6% en Haute-Garonne, +5,3% en Midi-Pyrénées, rythmes plus forts qu'au national (+4,6%). Toutefois, alors que le taux de croissance de cet indicateur en glissement annuel est quasiment stable au national, il ralentit en Haute-Garonne (+6% en février 2014 vs +6,5% en janvier) témoin d'une légère décélération de la demande d'emploi.

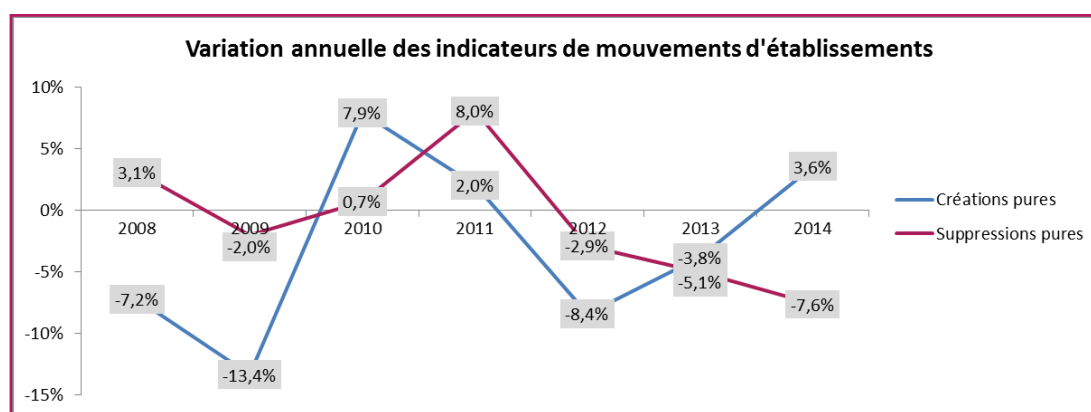
6/ En Haute-Garonne

Démographie d'entreprises (CCI de Toulouse – Base de données des entreprises)

La démographie d'entreprises prend un nouveau tournant à fin 2014. Après deux années de manque de vigueur, les créations d'établissements progressent de +3,6%. De son côté, l'indicateur des suppressions poursuit son amélioration entamée en 2012, la baisse est encore plus significative, en recul de -7,6% en 2014. Ce constat à fin d'année résulte d'un mouvement amorcé au 1^{er} semestre, et malgré un relatif essoufflement constaté au 3^{ème} trimestre, la fin d'année valide cette tendance.

Etablissements	1 ^{er} semestre			3 ^{ème} trimestre			4 ^{ème} trimestre			A fin 2014		
	2013	2014	en %	2013	2014	en %	2013	2014	en %	2013	2014	en %
Créations pures	2 501	2 629	5,1%	1 031	1 030	-0,1%	1 108	1 146	3,4%	4 640	4 805	3,6%
Suppressions pures	1 761	1 739	-1,2%	774	788	1,8%	1 327	1 040	-21,6%	3 862	3 567	-7,6%
Solde	740	890		257	242		-219	106		778	1 238	59,1%

2014 renoue avec un profil idéal, l'évolution des créations se situe en effet dans la partie positive tandis que les suppressions diminuent.



Procédures judiciaires : jugements d'ouverture (source BDE)

Le bilan dressé en fin du 1^{er} trimestre 2015 montre une augmentation du nombre des procédures judiciaires (+8,1%) ainsi qu'un nombre plus important de salariés potentiellement concernés (+15,8%) par rapport à l'année dernière.



<i>Jugements d'ouverture</i>	2014	2015	Evolution 2015/2014
janvier	98	110	12,2%
février	111	98	-11,7%
mars	99	125	26,3%
Nombre à fin mars	308	333	8,1%
Effectifs impactés à fin mars	917	1 062	15,8%

Mémo Chiffres Clés

Au 3 ^{ème} trimestre 2014	Midi-Pyrénées	Evolution sur un an	Haute-Garonne	Evolution sur un an
Etablissements RCS	116 086	+ 0.8%	51 443	+ 1.4%
Effectifs salariés RCS	598 536	+ 1.3%	349 246	+ 2.1%
Créations d'établissement*	2 033	+ 5.0%	1 025	- 0.6%
Taux de chômage (3T14)	10.1%	+ 0.0 pt	10.4%	+ 0.3 pt
Exportations en millions d'€ (3T14)	9 255	- 4.4%	8 282	- 5.6%
Importations en millions d'€ (3T14)	7 325	+ 8.3%	6 494	+ 9.9%

*hors reprises et transferts d'adresse

